

# « Des éléments font penser que la guerre n'est pas inévitable »

■ Directeur de recherche au CNRS, spécialiste des questions du Proche-Orient, Ghassan Salamé estime que Saddam Hussein peut encore se sortir sain et sauf de la crise du Koweït.

« La Tribune ». - A 48 heures de l'expiration de l'ultimatum de l'ONU, les dirigeants irakiens continuent de proclamer qu'ils ne restitueront pas le Koweït. Faut-il en conclure qu'une volte-face de Saddam Hussein et un retrait in extremis sont désormais exclus ?

Ghassan Salamé. - Peut-être pas. Il faut garder à l'esprit trois éléments qui font penser que la guerre n'est pas inévitable. D'abord un certain changement dans le langage américain. Le président Bush vient d'indiquer qu'un retrait irakien, même partiel, freinerait une offensive américaine. Ensuite, Saddam Hussein a appelé l'Assemblée nationale irakienne en réunion pour aujourd'hui. Et il faut se souvenir que depuis cinq mois les parlementaires ont été sollicités davantage pour accréditer des initiatives positives que pour entériner des décisions négatives.

Enfin, la visite de Javier Perez de Cuellar elle-même et la déclaration de James Baker assurant que les Etats-Unis n'utiliseraient pas leur droit de veto contre une décision du Conseil de sécurité sur une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient. Tout ceci laisse une marge dans laquelle le secrétaire général des Nations unies peut se mouvoir pour éviter la guerre. Au-delà, on peut retenir deux choses. La première est que – même si cela paraît évident a posteriori – il ne fallait rien attendre de la rencontre de Genève la semaine dernière. Il ne fallait pas croire que c'était la fin de quelque chose. Aucune des deux parties ne pouvait faire des concessions.

Il est important de se souvenir que toutes les concessions faites par Saddam Hussein à l'Iran ont toujours été présentées comme des décisions unilatérales. Ainsi en juin 1982, l'évacuation par les forces irakiennes d'une portion de territoire iranien à peu près aussi étendue que le Koweït fut décidée par Bagdad, « indépendamment » de l'offensive ennemie qui se préparait. Même observation en ce qui concerne les otages étrangers que l'Irak a retenu pendant des mois. Leur libération a relevé d'une décision présentée comme irakienne et sans lien avec les pressions exercées par la communauté internationale. Si jamais l'Irak décide de se retirer – l'hypothèse la plus probable étant celle d'un retrait partiel –, ce revirement sera « habillé » à des fins intérieures et arabes.

*Le Parlement irakien doit se réunir aujourd'hui. Et, jusqu'à présent, il a surtout été sollicité pour accréditer des initiatives positives*

La seconde chose à retenir est qu'un retrait partiel résoudrait l'essentiel du problème. La plus grande partie des réserves pétrolières de l'émirat – y compris le gisement de Burgan (deuxième gisement mondial) – se trouve au sud dans la zone que les Irakiens seraient le plus enclins à évacuer. Un retrait partiel de cette nature reviendrait à restituer 85 % des réserves pétrolières et 90 % de la population avec la ville de Koweït City.

Ce week-end, on a pu noter l'entrée en lice d'un nombre croissant d'acteurs arabes dont certains considérés comme proches de l'Irak – le Yémen et la Libye – poussant Bagdad à la conciliation. Est-ce l'amorce d'une préparation quelconque ?

Ces interventions sont en effet intéressantes, mais il n'y en a pas encore assez. Il n'y a pas de doute que l'allié yéménite compte beaucoup pour Saddam Hussein. Mais l'annonce d'un sommet à quatre (Irak, Jordanie, Yémen, OLP) serait sans doute un signal plus important. Le problème n'est pas de trouver une solution pour permettre à Saddam Hussein de sau-

ver la face. La décision fondamentale est celle du retrait et le rôle des tierces parties n'est pas de convaincre Saddam Hussein.

D'ailleurs, on ne peut pas le convaincre. Sauf sur deux points. Le premier – et sur ce point la démarche de Javier Perez de Cuellar est importante – tient aux garanties de non-agression des forces américaines contre l'Irak ou de non-déstabilisation en cas de retrait du Koweït. Le second porte sur la question de savoir jusqu'où les Etats-Unis peuvent permettre à Perez de Cuellar de s'engager sur une conférence de paix pour le Proche-Orient.

Sur ce dernier point, qui pourrait être la clé d'un dénouement pacifique, Saddam Hussein a-t-il des exigences précises ou bien se contenterait-il d'une simple déclaration d'intention ?

Son objectif est d'aller dans le sens d'une déclaration aussi engageante que possible. Mais il sait que les Etats-Unis ne peuvent pas aller trop loin et, en tout cas, pas jusqu'à lui accorder un point. Compte tenu de ces limites, il faudra travailler dans une « zone grise ». C'est le rôle de Perez de Cuellar. Avec l'assurance qu'il n'y aura pas de veto américain, il peut promettre l'adoption d'une résolution sur la conférence internationale de paix par le Conseil de sécurité.

Peut-être dans les prochaines semaines.

Non seulement Saddam Hussein sait que les Américains ne peuvent pas aller très loin dans cette voie mais il a conscience que, en exigeant davantage de concessions de Washington, il prendrait le risque d'encourager Israël à passer à l'action sur le terrain pour échapper à une solution diplomatique imposée.

**Vous rentrez d'une tournée dans les pays du Proche-Orient, quelle impression d'ensemble retirez-vous de vos contacts ?**

Il y a trois niveaux différents de sensibilité dans la région. D'abord, l'opinion populaire. Je dois dire que, malgré douze résolutions de l'ONU et tous les discours des Américains sur l'aspect international de la coalition cela ne nuance pas l'idée courante que cette affaire est avant tout une confrontation entre les Etats-Unis et l'Irak. J'ai vu et perçu cela partout. C'est perçu comme un combat entre Bush et Saddam Hussein.

Ensuite, et c'est la conséquence de l'observation précédente, Saddam Hussein a conservé sa popularité auprès des populations arabes et musulmanes. Même si toute cette affaire doit se terminer par un désastre pour lui-même et pour toute la région, il demeurera celui qui a tenu tête aux Etats-Unis pendant plus de cinq mois. Visible et perceptible, cette admiration est un élément à prendre en compte si jamais Saddam Hussein est battu. La réaction négative vis-à-vis des Etats-Unis sera proportionnelle...

Enfin, parmi les élites, on observe une véritable panique. Personne ne veut croire à la guerre. On espère que la tension actuelle repose sur un bluff de part et d'autre. La panique habite aussi bien ceux qui se sentent proches de l'Irak comme les Jordaniens et les Palestiniens que ceux qui se rangent dans le camp adverse, celui de l'Egypte et de la Syrie. Tout le monde a conscience que si Saddam Hussein tombe, il entraînera plusieurs autres régimes de la région dans son sillage.

**Dans l'immédiat, l'événement le plus prometteur pourrait être, selon vous, la session du Parlement irakien aujourd'hui ?**

A la différence des fois précédentes, cette réunion pourrait durer plus d'une journée. Elle peut être utilisée comme une manœuvre dilatoire qui pourrait se prolonger au-delà du 15 janvier.

Propos recueillis  
par PASCAL AUBERT